

Conférence de Bruxelles du 09 juin 2012 : Mot liminaire

Thème central :

L'ADC-IKIBIRI, seule alternative pour un changement démocratique Au Burundi

I. Introduction

Le Burundi a connu beaucoup de périodes très sombres qui ont été caractérisées par des massacres et des assassinats des grands hommes politiques à savoir le Prince Louis RWAGASORE, Héros national de l'indépendance et le Président Melchior NDADAYE, Héros national pour la Démocratie au Burundi.

Ces massacres et assassinats cycliques ont provoqué une grave crise de confiance entre les différentes composantes du peuple burundais et ont entraîné des mouvements forcés de la population à l'extérieur et à l'intérieur du pays. Les burundais ont vécu pendant plusieurs années dans des ghettos ethniques.

Tous ces phénomènes ont conduit à des révoltes populaires dont la plus célèbre est celle de 1993 qui a conduit à la naissance de nouveaux phénomènes comme les mouvements politiques armés, les déplacés, les regroupés et les dispersés et ont créé un désordre politique, économique et social dans le pays. Il a fallu de nombreuses années pour que les Burundais parviennent à s'accorder sur la nature, les origines, les principaux auteurs et les conséquences du conflit qui les a opposés durant une quarantaine d'années.

Depuis l'année 2000, les burundais disposent d'un accord d'Arusha **pour** la paix et la réconciliation. Cet Accord est bâti autour de quatre principes moteurs à savoir :

Aucun gouvernement du Burundi ne peut plus recréer les causes historiques du conflit Burundais ;
La démocratie et la bonne gouvernance doivent le fondement de chaque gouvernement du Burundi ;
La sécurité pour doit être une préoccupation constante tout gouvernement du Burundi ;
La réhabilitation des sinistrés, la reconstruction du pays et le développement intégré doivent être une préoccupation constante de chaque gouvernement du Burundi.

Les engagements pris dans cet Accord sont contenus dans la Constitution actuelle à l'exception du premier et du quatrième protocole.

C'est le rejet de l'Accord d'Arusha par le pouvoir CNDD-FDD qui justifie les tensions sociales et politiques qu'on observe actuellement dans le pays car, les mêmes causes engendrent les mêmes effets comme en témoignent les quelques faits suivants.

II. Constats sur terrain

1. Au niveau politique et de la bonne gouvernance

- Le rejet de l'Accord d'Arusha et la violation répétitive de la constitution ;

- Le pilotage à vue de l'action gouvernementale dans tous les secteurs de la vie nationale ;
- L'élaboration des lois cousues à la taille du parti CNDD-FDD et ses partis satellites comme la loi sur l'organisation et le fonctionnement des partis politiques, le projet de loi portant statut de l'opposition, le projet loi portant création de la Commission Vérité et Réconciliation et autres textes en cours d'élaboration visant à mettre un terme aux activités des partis politiques de l'opposition, de la société civile et des medias ;
- La torture, les exécutions extrajudiciaires, le harcèlement, les arrestations et les emprisonnements abusifs et arbitraires ;
- Les violations des droits fondamentaux de la personne humaine et des libertés publiques ;
- L'exil forcé des leaders de l'opposition ;
- Les montages éhontés pour impliquer la Coalition ADC-Ikibiri dans les massacres de Gatumba, dans l'assassinat des expatriés à l'hôpital de Ngozi et dans les troubles de l'Université du Burundi ;
- La détérioration des relations entre le pouvoir et presque la quasi-totalité de ses partenaires ;
- L'impunité des crimes surtout commis par de hautes personnalités impliquées dans ces crimes politiques et économiques ;
- Le harcèlement de la société civile

2. Au niveau de la justice

L'ingérence du pouvoir Exécutif dans le pouvoir judiciaire a porté un coup dur sur l'indépendance de la Magistrature. Ainsi, le pouvoir judiciaire est devenu incapable d'instruire, de clarifier et de réprimer les crimes politiques et économiques dans lesquels certains hauts cadres de l'Etat sont impliqués

3. Au niveau sécuritaire

- Risque de retour à une guerre civile fratricide et insensée dans le pays ;
- La mise en place d'une milice dénommée imbonerakure du parti CNDD-FDD ;
- La politisation et l'instrumentalisation de l'armée, de la police et du service national de renseignements.

4. Au niveau économique

Comparé à d'autres pays, en termes de classement, le Burundi est :

- Le plus corrompu des pays de l'EAC selon Transparency International ;
- L'un des trois pays africains dont le PIB est le plus faible par habitant ;
- L'un des trois derniers au monde sur l'IDH(PNUD) ;
- L'un des dix premiers pays les plus corrompus au monde selon Transparency International ;
- La situation des finances publiques est très déplorable. Un budget qui dépend fortement des appuis des bailleurs de fonds étrangers ;
- Les pratiques de corruption, de détournements des deniers publics et des malversations économiques presque institutionnalisés ;
- La multiplication des postes budgétivores à des fins propagandistes du parti CNDD-FDD.

5. Au niveau social

- Relations souvent tendues entre le gouvernement et les syndicats des travailleurs ;
- L'improvisation des mesures sensés être salutaires dans les secteurs clés de la nation : Education et santé ;
- La paupérisation excessive de la population.

III. Alternative de solutions

Face à cette situation explosive, et pour éviter que le Burundi ne replonge dans des cycles de violence, nous proposons le schéma suivant : Engager sans délais le dialogue politique pour :

- Rétablir la confiance dans le pays ;
- Créer un environnement propice au dialogue politique ;
- Procéder à l'évaluation de mise en œuvre de l'Accord d'Arusha et en dégager si oui ou non on peut se permettre d'amender la Constitution ;
- Aborder les deux grands défis de l'heure à savoir la problématique des élections de 2015 et celle de la mise en place des mécanismes de la justice transitionnelle dans l'esprit de ce qui vient de se passer en Suisse (CAUX) entre certains acteurs burundais.

C'est pourquoi, afin d'affronter avec force et cohérence ces problèmes qui minent le Burundi et se placer comme une alternative incontestable au pouvoir en place à Bujumbura, les Partis membres de la Coalition ADC-Ikibiri viennent :

- d'adopter une plate-forme et un programme communs ainsi qu'une vision commune, qui serviront de guide de travail pour atteindre les résultats positifs à court, moyen et long terme.
- de se doter d'un leadership unique qui la conduira jusqu'au-delà des élections de 2015. Un Président unique avec un mandat de 3 ans vient d'être désigné. Je profite de cette occasion pour demander à vous tous, Burundais et amis du Burundi résidant à l'étranger et désireux d'un Burundi réconcilié, paisible et prospère, d'apporter votre contribution pour soutenir les efforts menés par vos compatriotes sur terrain ;

Malgré les efforts que nous sommes en train de mener pour bâtir une nation digne, nous avons un sérieux problème : l'entêtement du gouvernement du Président Pierre Nkurunziza. C'est pourquoi la Coalition ADC-Ikibiri demande :

- au Président Nkurunziza et à son Gouvernement d'arrêter immédiatement les pratiques d'intimidation et s'atteler à créer un environnement propice au dialogue politique en vue d'affronter ensemble les grands défis de l'heure ; de traduire en justice les membres des forces de l'ordre et de sécurité, les jeunes imbonerakure ainsi que les agents du Service National des Renseignements, coupables de violation des droits de l'homme ; de libérer sans conditions et sans délai tous les prisonniers politiques ;
- au Ministre de l'intérieur de sursoir à sa politique de restriction des libertés publiques pour les partis politiques de l'opposition ainsi que pour la Coalition ADC-Ikibiri; de cesser de diviser les partis et de les intimider ; de mettre fin à sa politiques de "nyakurisation et de procéder à la dissolution de tous partis dénommés nyakuri;
- à la communauté internationale et aux amis du Burundi de faire pression sur les tenants du pouvoir en place pour qu'ils acceptent de négocier avec l'opposition réunie au sein de la coalition ADC-Ikibiri, afin de trouver des solutions durables aux problèmes burundais ;

- à tous les acteurs politiques et apolitiques burundais et étrangers de rester aux côtés des populations délaissées par un gouvernement préoccupé plutôt par un enrichissement illicite que par les souffrances de celle-ci.

IV. Conclusion

En envisageant cette démarche,

- Nous voulons prévenir la triple menace (guerre civile, risque d'un génocide et pauvreté extrême) qui plane sur notre pays ;
- Nous voulons interdire, condamner de manière assez ferme le retour au monopartisme de fait, à un parti Etat. Bref, refuser le retour à un Etat policier, à la dictature militaire ;
- Nous voulons que notre pays ne soit plus le théâtre des violences, que la réconciliation soit bâtie sur la Vérité et la Justice ;
- Nous voulons que la Vérité remporte sur le mensonge ;
- Nous voulons faire face à la confusion entretenue sciemment par le pouvoir en place sur les élections et la démocratie ;
- Nous voulons que les burundais retrouvent l'espoir de revivre dans leur pays ; qu'il soit créé un environnement propice à la gestion de notre pays et à la cohabitation pacifique ;
- Nous voulons vivre dans un Burundi qui nous protège et que nous protégeons ;
- Nous voulons sauvegarder les acquis d'Arusha ;
- Nous voulons que l'économie de notre pays soit bâtie sur des bases solides et non sur la démagogie c.à.d. passer du budget social au budget économique.

Bref, nous voulons bâtir une nation digne, unie, prospère et réconciliée.

En fin au nom de l'ADC-Ikibiri et en mon nom propre, je réitère mes remerciements à tous les leaders de l'opposition réunie au sein cette Alliance pour la solidarité sans faille qu'ils ont manifestée pendant les deux années d'existence de l'ADC malgré les multiples difficultés ; je remercie également tous les citoyens burundais de l'intérieur et de l'extérieur du pays pour la solidarité et le courage qui les a caractérisés et surtout pour ne pas avoir cédé à la provocation des instruments d'oppression du pouvoir en place à Bujumbura ; je remercie aussi vous tous qui vous êtes déplacés pour venir contribuer par vos idées constructives à l'avenir de la Nation burundaise et vous rassure que l'ADC-Ikibiri va tout droit vers la restauration d'un Etat juste, paisible et prospère !

**Vive la Nation burundaise,
Vive la démocratie multipartite au Burundi
Vive la Coalition ADC-Ikibiri**

Je vous remercie !

Bruxelles, le 09 juin 2012
Léonce Ngendakumana
Président de la Coalition ADC-Ikibiri.